

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
14 Rue Antoine Durenne
55013 BAR LE DUC Cedex

Bar le Duc, le 03/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



INNOSPEC PERFORMANCE CHEMICALS

ZI de Han-sur-Meuse
BP 19
55300 Saint-Mihiel

Références : PaD/190-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2022 dans l'établissement INNOSPEC PERFORMANCE CHEMICALS implanté ZI de Han-sur-Meuse BP 19 55300 Saint-Mihiel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite des installations avait pour objet le suivi des actions menées par l'exploitant consécutivement à la mise en évidence d'une pollution des sols et des eaux souterraines ainsi qu'un contrôle des mesures de maîtrise des risques mises en place pour le phénomène dangereux majorant mis en évidence dans l'étude de danger de décembre 2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INNOSPEC PERFORMANCE CHEMICALS
- ZI de Han-sur-Meuse BP 19 55300 Saint-Mihiel
- Code AIOT dans GUN : 0006200817
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société INNOSPEC est une installation classée relevant du régime de l'autorisation SEVESO Seuil Haut ; elle produit des tensioactifs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Pollution des eaux et des sols	Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Pollution des eaux et des sols	Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 3	/	Sans objet
Pollution des eaux et des sols	Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 4	/	Sans objet
Risque accidentel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la pollution historique, les études menées montrent un impact notable et la possibilité de contenir cette pollution.

Concernant le phénomène dangereux relatif au dépotage de SO₃, la visite a mis en évidence quelques manquements en partie justifiés par l'arrêt de l'activité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au préfet dans un délai de deux mois un projet de plan de surveillance des eaux souterraines
Constats : L'exploitant a remis un plan de surveillance des eaux souterraines impactées par la pollution historique. Le plan de surveillance s'appuie sur 13 puits de contrôle. Au plus proche de la pollution, des mesures sont réalisées en fonction des polluants et du positionnement des piézomètres à fréquence trimestrielle, semestrielle ou annuelle. Le plan de surveillance n'appelle pas de remarque particulière de l'inspection des installations classées. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre ce plan de surveillance comme prescrit au premier alinéa de l'article 2 : l'exploitant met en œuvre une surveillance des eaux souterraines permettant de disposer des données nécessaires à l'évolution de la qualité de ces eaux.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des pollutions et IEM
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre au préfet dans un délai de deux mois des éléments permettant de démontrer l'absence de transfert des pollutions présentes dans les sols et dans les eaux souterraines aux végétaux cultivés à proximité de son usine et les éléments permettant d'apprécier l'impact de ces pollutions sur la qualité des sédiments de la Meuse.
Constats : L'exploitant a transmis une étude du transfert de la contamination aux BTEX vers les végétaux cultivés en aval hydraulique du site et une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) réalisée par le bureau d'étude. Les analyses de sol du champ de maïs à proximité de l'usine ne montrent pas d'impact. Les analyses réalisées sur les plants de maïs montrent par contre la présence de toluène (au plus 0,47 mg/kg) L'IEM réalisée conclut que les niveaux de risque sont inférieurs aux intervalles spécifiques de la démarche IEM pour les usages constatés sur cette zone. Elle émet toutefois deux recommandations : - Assurer la maîtrise des sources de pollution situées sur le site INNOSPEC afin de diminuer les teneurs présentes en nappe à l'aval du site, - Réalisation de nouvelles analyses sur les plants de maïs cultivés en aval du site à l'occasion de la prochaine récolte de l'été 2021, afin de vérifier l'absence de détection des molécules qui n'ont pas été recherchées en 2020.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de s'engager sur la réalisation de ces investigations complémentaires et la mise à jour de l'IEM avec ces données. Par ailleurs, indépendamment de ces analyses complémentaires, la présence de toluène dans le maïs doit faire l'objet d'une analyse annuelle qui complètera le plan de surveillance des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution des eaux et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des pollutions concentrées
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'adresser au préfet dans un délai de six mois le plan de gestion des pollutions concentrées.
Constats : L'exploitant a transmis une modélisation hydrogéologique du 14 septembre 2020 puis un plan de gestion comportant un bilan coût avantage en avril 2021.. Ces études montrent la possibilité de réduire la source de pollution et son impact sur les eaux souterraines. Les techniques et scénarios et les coûts associés ont été évalués en prenant en compte un objectif de dépollution en CAV totaux de 500 mg/kg MS pour les sols et de 10 mg/l pour les eaux. La difficulté réside dans le fait que les pollutions sont présentes au droit des installations industrielles. L'exploitant a produit les études demandées par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2020. Sur la base des études présentées, l'inspection proposera prochainement, à Mme le Préfet un arrêté préfectoral imposant la réalisation de travaux de traitement des pollutions.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque accidentel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Étude des dangers, mise en place des mesures
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;- la tenue à jour des procédures ;- le test des procédures incident/ accident ;- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.
Constats : La société INNOSPEC a remis une mise à jour de son étude de dangers en décembre 2018. La prochaine révision quinquennale est à remettre en décembre 2023, elle devra prendre la forme d'une notice de réexamen (R. 515-98 du Code de l'Environnement). L'inspection a porté sur le phénomène dangereux majorant, situé en case MMR Rang 2 (le seul situé dans une telle case). Il s'agit de l'épandage de SO ₃ lors d'une opération de dépotage. La visite a porté sur les barrières mises en place (page 124 de l'étude des dangers) : 1- Le suivi ingénierie réalisé correspond à la barrière décrite dans l'étude. En particulier, le flexible utilisé pour le dépotage est remplacé à chaque dépotage ; 2- La procédure de dépotage a été présentée. Elle contient les actions prévues comme barrières de sécurité (vérification et test d'étanchéité notamment). Par contre, elle ne contient pas l'absence de dépotage en cas d'orage ou de conditions climatiques extrême. L'exploitant a indiqué que cette mesure est fixée dans une procédure plus générale et s'appliquant au site, sans présenter celle-ci. Une copie est à transmettre à l'inspection. 3- La visite a permis de constater la présence de vannes à fermeture par manque d'air. 4- La visite a mis en évidence que l'installation était en maintenance. Actuellement, aucun dépotage n'est effectué en raison des difficultés d'approvisionnement et du faible besoin de ce produit. Seul un coup de poing (démonté lors de la visite) est présent au lieu de deux mais l'exploitant, dans le cadre de ses travaux de maintenance prévoit la mise en place du second. 5- La barrière prévoit que l'opérateur sur la passerelle actionne la fermeture de la vanne à l'aide du bouton poussoir. Il a été identifié lors de la visite que cette action n'est pas reprise dans la procédure, elle ne peut par conséquent faire l'objet d'une formation formalisée. La barrière peut par conséquent s'avérer inefficace.
Observations : L'activité de dépotage de SO ₃ étant stoppée actuellement, l'inspection invite l'exploitant à transmettre, avant toute remise en service de l'installation et dans un délai d'au plus un mois : <ul style="list-style-type: none">- une copie de la procédure du site interdisant les opérations en particulier de dépotage de SO₃ en cas d'orage ou de conditions climatiques extrêmes,- la justification de la remise en état des deux dispositifs coups de poing,- une copie de la procédure de dépotage complétée,- la formation associée concernant l'utilisation des coups de poing en cas de fuite de SO₃.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet